

Rimouski, le 15 juin 2025

**Aux directions des médias couvrant notre région,  
Aux artisan.e.s de l'information du Bas-Saint-Laurent et d'ailleurs,**

Alors que des milliers de personnes de plus de 60 pays marchent vers le point de passage de Rafah, entre l'Égypte et la bande de Gaza, pour exiger la fin du blocus israélien et de l'occupation, des voix s'élèvent aussi ici, à Rimouski, pour refuser l'indifférence face au génocide en cours.

Nous, citoyen·ne·s du Bas-Saint-Laurent, auditeur·trice·s et lecteur·trice·s d'actualités d'ici et d'ailleurs, vous posons aujourd'hui une question fondamentale :

**Combien de morts civils faudra-t-il encore pour que les médias utilisent enfin le mot juste : génocide ? Combien d'enfants ensevelis, de familles décimées, d'hôpitaux rasés, avant de reconnaître que ce n'est pas seulement une guerre : c'est l'intention délibérée de détruire un peuple ?**

**Guerre ou génocide : le poids des mots**

Comme le rappelait la journaliste [Laura-Julie Perreault dans La Presse le 31 mai dernier](#), « l'utilisation du mot génocide pour parler de la situation à Gaza se répand de plus en plus. » En effet, la Cour internationale de Justice, les rapporteurs spéciaux des Nations unies, des commissions d'enquête onusiennes et de nombreuses organisations de défense des droits humains (FIDH, Amnesty International, Human Rights Watch) estiment qu'il existe des **preuves d'actes génocidaires** ou un **risque réel de génocide**.

Qu'attendez-vous pour le dire ?

Que nos gouvernements l'emploient à leur tour ? Si tel est le cas, c'est préoccupant. Car à notre avis, les médias ne doivent pas se limiter à relayer la position gouvernementale. Leur rôle, justement, est de s'appuyer sur les faits, d'éclairer et de nommer ce que le pouvoir hésite à reconnaître.

Nous vous demandons : **quel mot décrit le plus rigoureusement la situation actuelle ?** [Quelle déclaration révélerait davantage une intention génocidaire que celle du ministre israélien de la Défense](#) qui, en mars, adressait aux Gazaouis cette terrible alternative: la relocalisation ou la destruction?

**Couvrir l'actualité de manière équitable**

Une [enquête du média indépendant Pivot \(février 2024\)](#) analysant la couverture journalistique de la guerre à Gaza a révélé un traitement asymétrique : les médias écrits francophones du Québec ont accordé plus de place et d'humanité aux victimes israéliennes qu'aux victimes palestiniennes. Noms, visages, histoires personnelles : d'un côté, on humanise. De l'autre, on décompte.

De plus, trop souvent, le récit médiatique commence au 7 octobre 2023. Or, reconnaître la violence du Hamas ne devrait pas effacer **75 ans de dépossession, d'occupation, de colonisation**, ni faire l'impasse sur **la Nakba de 1948**, événement fondateur d'une réalité toujours en cours.

À trop vouloir illustrer « les deux côtés » d'un conflit profondément asymétrique – où une puissance militaire appuyée par l'Occident assiège une population civile privée de nourriture, d'eau, de soins – on cesse de décrire la réalité. **On la déforme.**

## **Pour une information libre, rigoureuse... et courageuse**

Dans un monde saturé de bruit, l'accès à une information internationale rigoureuse, contextualisée et pluraliste est plus crucial que jamais. Et pouvoir y accéder à travers nos médias régionaux et nationaux est essentiel : c'est là que nous cherchons des repères, que nous cultivons notre compréhension du monde et que nous forgeons notre jugement citoyen.

Or cette mission devient impossible sans la liberté d'informer, partout, même dans les zones de conflit les plus exposées. C'est pourquoi, en juin 2025, [Reporters sans frontières \(RSF\) et le Comité pour la protection des journalistes \(CPJ\) ont lancé un appel signé par plus de 130 médias et organisations de défense de la liberté de la presse](#) – dont *le Globe and Mail*, peu connu pour son radicalisme – pour demander un accès libre et indépendant à Gaza pour les journalistes internationaux, et la protection des journalistes palestiniens, dont près de 200 ont été tués en 20 mois. Nous en appelons à votre solidarité professionnelle, à votre engagement envers ce droit fondamental qu'est l'accès à l'information – y compris pour vos collègues qui, à Gaza, tentent de faire leur métier sous les bombes.

Comme Québécois·e·s, nous avons aussi le devoir de regarder de près les liens qui nous unissent à cette réalité. Par exemple, selon une [analyse de la Coalition Québec Urgence Palestine](#), la Caisse de dépôt et placement du Québec détenait, en 2023, 27,4 milliards de dollars en actions et obligations dans 76 entreprises identifiées comme complices de violations du droit international par Israël.

**N'est-ce pas là une question légitime à poser ? Et n'est-ce pas justement le rôle du journalisme que de soulever ce genre d'enjeux, même lorsqu'ils dérangent ?**

Nous croyons en l'importance vitale des médias, non seulement pour rendre compte du monde, mais aussi pour aider à le comprendre dans toute sa complexité. Mais nous savons aussi que ce rôle est mis à l'épreuve. Dans un contexte marqué par l'érosion de la confiance envers les médias, par la montée en puissance de la désinformation et par les pressions politiques et économiques, le journalisme traverse une crise profonde.

Et pourtant, nous avons besoin plus que jamais de médias forts, indépendants, critiques – fidèles à leur mission de quatrième pouvoir.

**Pas un pouvoir neutre, mais un pouvoir au service de l'intérêt public.**

**Pas un pouvoir prudent, mais un pouvoir courageux, lucide, capable de remettre en question les récits dominants, de questionner les silences, de nommer ce que d'autres hésitent à dire.**

Car dans une démocratie véritable, l'information ne peut se limiter à ce qui est politiquement confortable. Nous comptons sur vous pour porter cette responsabilité avec la rigueur, l'indépendance et le courage qu'elle exige. **Et en tant que citoyen·ne·s, nous serons là pour y veiller.**

Avec respect et lucidité,

- Les participant·e·s à la marche du 15 juin 2025 à Rimouski